

DEPUIS LES ACCORDS DE GRENELLE....

Le refus des accords de Grenelle par beaucoup de travailleurs en disait long sur leurs sentiments.

Les bureaucraties syndicales, elles, étaient, du moins en façade, fières des avantages obtenus.

Pour nous il ne faisait aucun doute que les entreprises et l'Etat bourgeois allaient en peu de mois réduire à zéro - ou presque - les augmentations consenties aux salariés. Le moment est venu où les comptes seront faciles à faire.

Les événements de mai ont précipité les difficultés du capitalisme français et de son gouvernement qui s'est trouvé pris dans un dilemme:

- faire des réformes profondes qui entraîneraient des remous considérables;
- accepter de temporiser, ce qui conduirait également à une catastrophe économique.

En fait, ni l'une ni l'autre de ces solutions n'a été envisagée exclusivement. Il fallait temporiser, pour essayer d'engluer ensuite la classe ouvrière dans les réformes, dans la participation.

D'où le jeu de bascule: tantôt des menaces, tantôt des promesses, tantôt la réforme, tantôt la répression.

Mais tout cela était possible, en premier lieu, parce que tous les moyens d'intervention auprès du grand public: télé, radio, presse, sont au service exclusif du pouvoir gaulliste dont le grand Manitou s'est révélé depuis longtemps comme un maître en l'art du bluff.

Pourtant, on a beau être fortiche, il est des gens sur qui les phrases ronflantes ne font guère d'effets; il s'agit des requins en tous genres qui ont l'habitude de prélever de copieux bénéfices dans le trafic de la "haute finance".

Sans compter les gouvernements et capitalistes des pays "amis".

Il s'en est fallu de bien peu sans doute que ce soit la débâcle économique. Et seule la perspective de voir leurs propres affaires risquer la même dégringolade a dû retenir les autres gouvernements.

Bref, comme en toute bonne morale les travailleurs paieront. Et les bureaucrates syndicaux, en cette occasion, de multiplier les belles déclarations.

M. Bergeron se déclare satisfait que le gouvernement ait renoncé à la dévaluation, et: *"Si le gouvernement veut vraiment agir pour juguler les hausses abusives des prix ..."*. Tu parles!

Pour M. Bonety: *"La C.F.D.T. ne permettra pas que soit remis en cause le pouvoir d'achat des travailleurs ..."* Comme si ce n'était déjà fait.

A la F.E.N., on s'enfonçait dans la participation à la réforme Edgar Faure. Et l'on refuse un congrès. Ce ne serait pas démocratique que les enseignants puissent s'exprimer de la base au sommet.

Pour le porte-parole de la C.G.T., les travailleurs *"défendront fermement leurs conquêtes... Ils ont conscience aussi de défendre non seulement leur intérêt mais celui de l'économie du pays et par là, la solidité de sa monnaie..."* Mais oui : faut être patriote!

On peut toujours se demander, à propos des bureaucrates C.G.T. jusqu'où va leur sincérité dans leurs critiques du gaullisme quand on sait comment ont réagi les Russes aux "accords monétaires" de Bonn. Pour eux, de Gaulle est un ami sur qui l'on peut compter. Et d'ailleurs la C.G.T. a d'autres soucis avec les gauchistes comme le montre la lettre de Léon Mauvais dont nous publions ci-après le texte intégral.

Chers camarades,

Il est sans doute superflu d'attirer votre attention sur l'impérieuse nécessité de prolonger la lutte entreprise contre le travail de sape des éléments et groupes gauchistes au sein du mouvement syndical.

A la lumière de l'expérience du mouvement de mai et juin, il est évident que c'est l'une des conditions indispensables à la conduite correcte de l'action dans l'intérêt des travailleurs, de même qu'à l'unité d'action.

Ces éléments ne cachent pas leur intention de redoubler d'efforts pour moyauter les organisations syndicales avec l'objectif d'évincer, de leur direction, les dirigeants actuels. Comme par hasard, la presse bougeoise fait largement écho à leurs préparatifs en vue de la rentrée; c'est tout juste si elle ne leur prodigue pas conseils et encouragements.

Leurs possibilités sont, certes, limitées en ce qui concerne la C.G.T., mais leurs agissements en période de lutte peuvent, être un facteur de confusion et nuire à l'action. Il n'est pas trop tôt pour faire échec à leur entreprise désagrégatrice sans attendre qu'ils se manifestent à nouveau.

Outre la nécessité de la bataille idéologique systématique de nature à éclairer les travailleurs, les jeunes notamment, sur la malfeasance de ces groupes, il est de l'intérêt et du devoir de toutes les directions des organisations confédérées de prendre des mesures: placer leurs protagonistes dans l'impossibilité d'accomplir leur vile besogne que ce soit lors des réunions de la rentrée ou au cours des assemblées générales et congrès de syndicats.

Il appartient donc à chaque Union départementale et Fédération de veiller à ce que les syndicats, les entreprises où certains de ces éléments se sont révélés et manifestés durant la grève - et éventuellement depuis - soient en mesure de les combattre efficacement en rappelant qu'il est incompatible d'occuper des responsabilités au sein d'une organisation syndicale dont on combat l'orientation et dont on calomnie les dirigeants à l'instar de l'ennemi de classe.

Bien entendu, les organismes nationaux de la Confédération soutiendront cette campagne sur le plan des explications et de la propagande, mais cela serait insuffisant si les efforts de la C.G.T., à l'échelle nationale, n'étaient pas renforcés et prolongés à tous les autres niveaux jusqu'à la base.

Pour compléter notre dossier sur cette question précise, nous vous demandons de nous informer, dès que possible, par une note succincte, de l'importance de l'activité gauchiste dans votre Union départementale ou Fédération, des mesures déjà prises pour la réduire et de ce qui est envisagé dans le même esprit.

Comptant sur votre diligence, Recevez chers camarades, nos salutations très fraternelles.

Léon MAUVAIS, Secrétaire de la C.G.T.

Comme on le voit, ce qui va s'instituer dans les syndicats, c'est une véritable chasse aux sorcières. Ou plus exactement, la dite chasse va s'intensifier, car elle eut toujours lieu, notamment à la CGT.

Il est à remarquer que ce n'est que la conséquence logique de la conception léniniste des syndicats, selon laquelle le syndicat n'est pas une organisation majeure mais un simple rouage de transmission de l'Autorité supérieure, de l'Avant-Garde vers les masses.

Comme le dit Léon Mauvais: ...*"de l'échelle nationale... jusqu'à la base..."*

Mais si le mépris du travailleur est en fait grand du côté des bureaucraties politico-syndicales, que dire des tentatives de syndicats "indépendants", totalement aux mains des patrons?

Là, la collaboration de classes devient répugnante au maximum. Il ne s'agit même plus de défendre des petits avantages, des avancements ou des indemnités. Il s'agit de faire en sorte que le travailleur accepte sans rechigner tout ce qui sera dans l'intérêt de l'entreprise.

Telle est la situation, à Rennes, aux usines Citroën, comme nous le montrons ci-après.

QUAND LE PATRONAT CREE DES SYNDICATS BIDONS; RAPPEL "HISTORIQUE" ...

L'implantation des deux usines Citroën à Rennes fut longuement préparée par deux "éminents" professeurs de l'université de Rennes, le premier, M. KRIER, professeur de sciences économiques à la Faculté de Droit

était tout désigné pour ce travail financé par Citroën, car cet éminent spécialiste des mutations professionnelles en agriculture est un des représentants français à l'O.C.D.E., organisme international pour l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Il a été d'ailleurs publié dans le cadre de l'O.C.D.E. un rapport final établi par M. KRIER "*Main d'oeuvre rurale et Développement industriel*" Adaptation et Formation. Ce texte de synthèse peut se résumer comme suit: "*Manuel à l'usage des industriels soucieux d'employer et d'exploiter de la main d'oeuvre d'origine rurale dans les meilleures conditions pour l'entreprise...*".

Le second, M. PHILIPONNEAU, professeur de géographie à la Faculté des Lettres, contribua à ce travail dans des mesures telles que ses collègues l'appelaient entre eux "Friponneau". Depuis, ce professeur, spécialiste de la décentralisation économique, s'est reconverti politiquement et est le candidat F.G.D.S. de la région !!!!

AVANT LES ACCORDS DE GRENELLE

Ainsi, la très grande majorité des ouvriers travaillant à Citroën peut se définir comme Ouvriers-Paysans. Beaucoup d'entre eux continuent à conserver quelques hectares de terre qu'ils exploitent avec leur famille. Le salaire qu'ils perçoivent à l'usine est donc tout bénéfique pour eux, et même leur permet de moderniser leur exploitation par l'achat de matériel agricole. Ainsi ils perçoivent leur condition comme bonne en comparaison des autres exploitants agricoles ne vivant que du produit de leur terre. De ce fait ils sont peu enclins à se syndiquer afin d'obtenir des améliorations portant sur les conditions de travail et de salaire, d'autant plus que les mesures prises par la Direction de Citroën ne les y incitent pas, et même les empêchent par des mesures répressives de tous ordres. En effet, chaque ouvrier est surveillé, fiché, après enquête auprès du milieu d'origine. L'implantation des syndicats ouvriers reste faible du fait de la répression qui s'abat sur les militants. Tout est mis en oeuvre pour décourager l'initiative militante: brimades de tous ordres, déplacement de secteur... puis licenciement.

La participation aux élections des délégués du personnel restait très faible (de l'ordre de 2%) tant la crainte d'être licenciés était forte, ceci avant Mai 68.

DEPUIS "GRENELLE"

Mais depuis les Accords de Grenelle, sentant le danger pour elle d'une offensive des syndicats, la direction de Citroën a pris les devants et a créé son propre syndicat; en favorisant bien entendu son développement par des moyens de propagande énormes comparés à ceux de la C.G.T. et de la C.F.D.T. qui ne peuvent agir qu'en dehors du lieu de travail, et encore à quel prix! Ici, le S.I.S.C. (Syndicat Indépendant! des Salariés de Citroën) bénéficie de toutes facilités d'expansion, que sa propagande se fasse librement ou plus sournoisement par allusions indirectes. Les résultats ne se sont pas fait attendre: le S.I.S.C., syndicat-assurance travail pratiquement obligatoire (le chantage y étant pour beaucoup), est dès à présent très largement majoritaire. Le résultat est tout bénéfique pour la direction qui ne risque plus d'être emmerdée par des délégués du personnel à sa solde, et bien entendu ... les Accords de Grenelle seront respectés.

Ceci, savamment orchestré par le Chef du Service de Sécurité de Citroën (qui est en outre un des responsables des C.D.R. de Rennes) est une véritable garantie de sécurité de l'exploitation des ouvriers par la direction.

La C.G.T. qui continue à se défendre comme elle le peut n'a maintenant plus seulement à se battre contre la Direction de Citroën mais contre le Syndicat Jaune, qui lui répond, coup pour coup dans un style digne des C.D.R. (et pour cause)!

A vous de juger maintenant, en lisant le texte qui suit, véritable morceau d'anthologie fascisant, dont le principal support théorique repose sur ces trois phrases caractéristiques:

- il n'y a pas de progrès social dans l'Anarchie;
- il n'y a pas de salariés sans patrons;
- il n'y a pas de travail sans capital.

A noter que le journal Ouest-France, connu toutefois pour ses opinions gaullistes, a lui-même refusé de publier les communiqués du S.I.S.C. tellement cela lui paraissait difficile à faire passer, tellement c'était gros! Oui, c'est gros, difficile à avaler!!!

En annexe, suit un texte rédigé par le Comité d'Action Travailleurs-Etudiants en réponse au S.I.S.C. Affaire à suivre...

SYNDICAT INDEPENDANT DES SALARIES DE CITROEN - LETTRE OUVERTE A LA C.G.T.

De grâce. Messieurs de la C.G.T., changez de disque.

Dans vos tracts vous attaquez le S.I.S.C. et là nous vous comprenons puisque le S.I.S.C. vous gêne en dénonçant votre action démagogique et malfaisante; mais vous calomniez aussi des O.S., des chefs d'équipe, des contremaîtres, des agents de secteur; etc...

Vos arguments ne peuvent plus être pris au sérieux car vous nous les avez trop souvent servis. Votre disque est usé, il est devenu inaudible.

Parmi le personnel des usines CITROEN de RENNES, il n'y a que les quelques DIZAINES de Cégétistes indécorables inconditionnellement aux ordres du parti directeur, qui sont les défenseurs honnêtes des travailleurs. Pour nous - du moins feignez-vous de le croire - tout ouvrier ou employé qui n'est pas Cégétiste est un traître, et celui qui est neutre est un forban. Quant aux adhérents et aux sympathisants du S.I.S.C., il n'y a pas de mot approprié dans la langue française pour les qualifier et sans doute faudrait-il chercher dans le vocabulaire Russe le mot adéquat.

Vous nous avez ASSEZ répété, Messieurs, qu'à part vous, tout le monde est anti-social, anti-ouvrier, ANTI-TOUT. Dans le cadre de l'entreprise, c'est-à-dire sur 8.000 personnes, avouez que cela fait peu de personnes honnêtes. Nous devrions réellement nous inquiéter de l'avenir SI nous réussissions à vous prendre au sérieux.

Si nous croyons le dévoué "camarade" scribouillard de service à la maison du peuple - et nous n'avons aucune raison de ne pas le croire - beaucoup d'enquêtes sont demandées à l'inspecteur du travail. Ce brave fonctionnaire, dont nous reconnaissons volontiers le dévouement à toute épreuve, va être très certainement quasiment submergé par les enquêtes à mener. Et que dire du Conseil de Prud'hommes, sinon qu'il serait souhaitable d'en créer un spécialement pour débattre des malheurs et des injustices dont est victime la VAILLANTE, DEVOUEE et SCRUPULEUSE C.G.T. chez CITROEN.

Vous devriez, Messieurs, lancer une souscription pour l'élévation d'un mausolée à vos martyrs. Vous avez l'assurance que le S.I.S.C. s'inscrira en tête des souscripteurs.

Dans un tract récent, à propos des sanctions, amplement méritées, infligées à un de vos braves militants, le rédacteur posait ingénument la question "QUE FAIT LE S.I.S.C." pour défendre cette "victime".

Vraiment, Messieurs, vous exagérez.

Nous apprécions la plaisanterie, alors plaisantez, MAIS NE PUSSEZ PAS. Nous demander de prendre la défense d'un des RARES PIONS qui restent sur votre échiquier dépasse l'entendement. Nous voulons défendre les victimes éventuelles d'injustices, mais nous ne défendrons pas des provocateurs de désordre qui se laissent bêtement téléguider de l'extérieur. Plagions Molière:

MAIS QUE DIABLE A-T-IL ETE FAIRE DANS VOTRE GALERE?

Le même rédacteur, dans un autre tract (il en écrit beaucoup car il est payé pour cela et il faut bien qu'il tue le temps), LARMOIE aussi qu'un chef d'équipe - lequel, lui, ne gagne pas son pain et celui de sa famille à ne rien faire - se soit permis (quelle inconvenance) de traiter vos représentants de "RIGOLOS".

Et alors! Vous avez bien traité les délégués et les milliers d'adhérents du S.I.S.C. (nous disons bien milliers et nous pouvons le prouver) de "PANTINS DE LA DIRECTION". Tout homme a paraît-il quelques minutes de folie par jour. Logiquement vous devez bien avoir quelques minutes de lucidité, et sans doute savez-vous que le boomerang revient aux pieds de son lanceur quand le but est manqué.

Les SHADOKS, des RIGOLOS? Regardez-les encore une fois préparer leur fusée intercosmique et vous conviendrez que ce chef d'équipe n'est guère virulent, car il aurait pu utiliser un qualificatif plus imagé et plus précis.

Est-ce notre faute si la C.G.T. est en pleine décrépitude? Sûrement pas. Est-ce VOTRE faute si le S.I.S.C. connaît un développement fulgurant? SUREMENT OUI». Car, Messieurs, vous visez beaucoup trop bas. Vous considérez que la masse laborieuse est bête de nature, et vous pensez qu'elle est tout juste apte à suivre aveuglément les consignes données par vos intellectuels aux idées fumeuses. Le S.I.S.C. vous gêne parce qu'il vous prend à contre-pied, parce qu'il n'a pas peur de formuler des vérités insupportables pour vous. En particulier:

- QU'IL N'Y A PAS DE PROGRES SOCIAL DANS L'ANARCHIE,
- QU'IL N'Y A PAS DE SALARIES SANS PATRONS,
- QU'IL N'Y A PAS DE TRAVAIL SANS CAPITAL.

Le S.I.S.C. vous gêne tellement que vous avez fait de louables efforts pour introduire en son sein quelques membres qui vous sont dévoués.

NOUS NE SOMMES PAS DUPES. Nous espérons que ces petits espions vous renseigneront aussi bien que possible sur nos activités. NOUS N'AVONS RIEN A CACHER, et nous nous efforcerons de les aider dans leur mission.

ENFIN, MESSIEURS, FINISSONS-EN.

Nous n'avons pas la possibilité, ni l'intention, de réfuter systématiquement vos allégations mensongères

et fantaisistes. Les tracts coûtent cher. Nous ne pouvons pas vous suivre sur ce terrain, CAR PERSONNE NE NOUS SUBVENTIONNE. Nous ne disposons pas non plus de la presse locale que vous contrôlez et qui en conséquence TRONQUE, DEFORME ou simplement CENSURE les rares communiqués que nous lui soumettons.

FINISSONS-EN! NOUS TENONS A VOUS DIRE QUE NOUS NE REPONDONS PLUS - SINON PEUT-ETRE EN JUSTICE EN VOUS ATTAQUANT POUR DIFFAMATION - A VOS INJURES, CALOMNIES ET ARGUMENTS FARFELUS.

DORENAVANT, SAUF EXCEPTION, NOUS CONSACRERONS NOS TRACTS A L'INFORMATION DU PERSONNEL DES USINES CITROEN DE RENNES, Y COMPRIS LES RIGOLOS.

G. BRISION

Pendant longtemps il a été impossible aux ouvriers de s'organiser dans un syndicat chez Citroën. Les militants qui essayaient de regrouper des ouvriers pour la défense des intérêts de tous, étaient victimes de toutes sortes de vexations, de brimades; ils étaient menacés et le plus souvent licenciés, renvoyés, chassés comme des chiens galeux, dénoncés par les espions du patron.

LE S.I.S.C. EST-IL LE SYNDICAT des OUVRIERS de CITROEN?

Dans la plupart des entreprises, les travailleurs participent en très grand nombre aux élections de leurs délégués. Au contraire, chez Citroën, on n'osait pas aller voter à cause du climat de méfiance, à cause des méthodes d'intimidation fascistes des flics et des espions vendus au patron.

A CITROEN LES OUVRIERS N'ONT AUCUN DROIT.

Et voilà que, tout d'un coup, apparaît un syndicat nouveau, soi-disant indépendant. Il peut organiser librement sa propagande. Les patrons conseillent vivement aux ouvriers d'adhérer au S.I.S.C. Avant on n'avait pas le droit d'aller dans les syndicats, et maintenant, c'est tout juste si on n'est pas obligé d'adhérer au S.I.S.C.

Est-ce que les patrons de Citroën sont devenus les amis des Ouvriers?

Est-ce que les patrons de Citroën encouragent les ouvriers à lutter contre les salaires de misère, contre les cadences infernales, contre les gorilles-espions de l'usine?

Est-ce que les patrons de Citroën font leur bonne action §

NON! LES PATRONS ONT CREE LE S.I.S.C. POUR TROMPER LES OUVRIERS.

Est-ce que le syndicat soi-disant indépendant défendra les ouvriers contre les patrons? NON: le S.I.S.C. passe de la pommade sur le dos des ouvriers, il les flatte, il les trompe, il les vend au patron; il ne peut pas les défendre.

Est-ce que le S.I.S.C. proteste contre les récupérations en ce moment? Est-ce qu'il défend les ouvriers qui travaillent 4H pour le patron sans toucher un sou? Est-ce que le S.I.S.C. fait savoir aux ouvriers que les accords de Grenelle de mai 1968 (entre les patrons et les ouvriers) ne sont pas respectés à Citroën? NON

Depuis que le S.I.S.C. est là, les ouvriers travaillent plus, mais ils gagnent pareil.

Les patrons en veulent toujours plus: ils achètent le travail des ouvriers, ils exploitent les ouvriers, et maintenant, en plus, ils veulent acheter aux ouvriers leur liberté en les faisant entrer au S.I.S.C.

LES OUVRIERS NE SE VENDRONT PAS AU SYNDICAT SOI-DISANT INDEPENDANT QUI EST LE SYNDICAT DES PATRONS. Le S.I.S.C. prend les ouvriers-paysans pour des imbéciles.

Un paysan sait bien qu'une poule ne pond qu'un oeuf à la fois. Mais il sait aussi qu'il a dû quitter la terre et venir travailler à l'usine.

Il y a des paysans pauvres qui travaillent toute leur vie et qui doivent pourtant quitter la terre. Il y a au contraire de gros propriétaires qui ne font rien de leurs dix doigts et qui accaparent des terres.

Est-ce que c'est juste? NON. Ils doivent maintenant vendre leurs bras à d'autres propriétaires (d'usine ceux-là) qui les exploitent et qui les trompent.

Tous les propriétaires, tous les patrons sont amis. Ils sont les ennemis des ouvriers - les ouvriers le savent - le Gouvernement envoie les C.R.S. quand les ouvriers font grève - il n'envoie pas les C.R.S. quand les patrons violent les accords de Grenelle, et empêchent les ouvriers de faire des syndicats à eux.

La lutte contre les Bourgeois au pouvoir et la lutte contre les patrons de l'usine est la même lutte. Car le gouvernement et les patrons c'est le même ennemi.

OSER LUTTER, OSER VAINCRE, VOILA LE MOT D'ORDRE DES OUVRIERS DE CITROEN.

CES BRAVES PATRONS...

Le Monde du 15 nov. nous apprend que *"les délégués patronaux se sont expliqués sur leur conception de la participation"*, à la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

M. Bidegain, membre du conseil économique et social, ancien président du *Centre des jeunes patrons* a déclaré: "La participation implique l'information, mais, elle ne saurait être confondue avec la direction - qui ne se partage pas - ni signifier une disparition de la hiérarchie ou la disparition du processus d'élaboration des décisions. Surtout elle n'entraîne pas une délibération permanente: il importe en effet de laisser des périodes de direction autonome entre deux examens des résultats obtenus.

M. Bidegain, nous vous avons bien compris. En aucun cas, la "participation" doit mettre en cause la structure fondamentale de votre société: dirigeants d'une part, dirigés de l'autre; la hiérarchie ne doit pas disparaître et rien ne doit changer dans le *"processus d'élaboration des décisions"*. Ce dernier, de "processus", ne comportera pas, lui, de "participation"; il ferait beau voir qu'un "participant" de base entr'ouvre la porte du bureau patronal où le cercle des hiérarques *"élabore ses décisions"*. En somme, pour l'ex jeune patron la bonne formule c'est: *"participez, les travailleurs, mais seulement dans l'exécution des ordres patronaux!"* Ainsi, grâce aux travailleurs de l'entreprise, et à leurs conseils, on exécutera mieux, plus, et plus, vite: c'est merveilleux!...

Et puis, pas de "délibération permanente"! Ça tourne si vite à la contestation. N'oublions pas les tristes exemples de mai-juin.

M. Jouven, un P.D.G. de chez Péchiney a lui aussi, exposé son point de vue désintéressé. D'abord, il a rappelé *"les réalisations de son entreprise en matière de participation"* (sic); ce Péchiney, encore un bienfaiteur méconnu!

M. Jouven a tristement regretté les *"préoccupations essentiellement doctrinales"* de certains syndicalistes. Ça va de soi: si on les laissait faire, au lieu de se préoccuper seulement du beefsteak quotidien, ils demanderaient la disparition du patronat et du salariat, ma parole!

Comme M. Bidegros, M. Jouven s'est déclaré *"hostile à un système de délibérations perpétuelles"*.

Enfin, nous dit "Le Monde", un Monsieur Pierre Bellon, président du *Centre des Jeunes dirigeants d'entreprises* (ex-jeunes patrons) a déclaré en substance: *"Le C.J.D. est partisan d'un syndicalisme fort, regroupant le maximum de salariés et véritablement représentatif. Le syndicalisme sera fort s'il tend à l'unité et est compétent sur le plan économique"*.

Et Mr Bellon ajoute que l'on doit *"Reconnaître le syndicalisme dans l'entreprise"*, et que contestation et participation ne s'opposent pas.

Voilà enfin un patron révolutionnaire. De quoi ont-ils l'air les Jouven et Bidegain.

Minute! Il faudrait demander à M. Bellon si la contestation qu'il admet peut aller jusqu'à remettre en cause le système patronat-salariat, le profit capitaliste, l'exploitation du travail. Sans doute est-ce un oubli de sa part.

Et puis, M. Bellon nous semble une fine mouche. Il sait sûrement qu'en Angleterre, en Belgique, et ailleurs, il existe un patronat qui s'entend parfaitement avec les bureaucraties syndicales; entente pour réduire le nombre et la durée des grèves en contre-partie de légères augmentations salariales, acceptation par les syndicats des mesures de rationalisation (on licenciera d'abord les non-syndiqués), subventions accordées par le patronat au syndicat, s'il n'y a pas de grèves; paiement par le patron des cotisations syndicales des nouveaux embauchés. Il sait sûrement, M. Bellon, que le "réformisme" syndical peut assurer encore pour longtemps la bonne marche du capitalisme.

D'une part, il y a donc les Bidegain et Jouven, qui croient les patrons assez forts pour imposer seuls, avec leur Etat, police, armée, la perpétuation de leur régime social; et d'autre part les non moins dangereux Bellon et autres "jeunes dirigeants d'entreprises" qui pensent assurer beaucoup mieux la survie du capitalisme en collaborant avec les bureaucraties syndicales.

Dans les deux cas, espérons que les travailleurs comprendront de quelle façon on veut les engluier. Leur méfiance naturelle vis-à-vis des patrons peut les y aider; mais il leur faudra surveiller attentivement les bureaucrates syndicaux.

APRES LA LOI NEUWIRT...

Douze ans après sa fondation le *Mouvement Français pour le Planning Familial*, qui a dispensé pour ses membres documentations et conseils par l'intermédiaire d'Hôtessees et de Docteurs et assuré la vente et la diffusion de contraceptifs, va peut-être voir interdire une partie de ses activités.

Seuls pourront dispenser la documentation et les conseils touchant la contraception les organismes agréés, prévoit la loi Neuwirt.

Ce qui est à craindre c'est que les mouvements bien pensants reçoivent seuls l'agrément.

La contraception en France est loin d'être entrée dans les moeurs. Et il est à craindre que des associations d'obédience catholique, conditionnées par l'encyclique "Humanae Vitae", ne donnent que des conseils fortement entachés de partialité.

Le M.F.P.F. a pris comme principe de base celui que définit la *Charte mondiale des droits de l'homme*, proclamant la valeur et la dignité de l'être humain, non plus seulement dans ses rapports avec la cité et l'état mais précisément en tant qu'individu. Le seul principe éthique fondamental du mouvement est l'affirmation en théorie et en pratique, du droit à la liberté pour tout être humain, d'assurer les responsabilités de sa vie sexuelle et affective dans le respect d'autrui.

Citons le rapport d'orientation adopté au congrès des 11-13 oct. 1968:

"Il n'appartient pas au M.F.P.F. de promouvoir directement les réformes économiques, sociales et culturelles qui conditionnent, dans une large mesure, le libre épanouissement des individus; mais de par sa vocation propre, il lui appartient de rechercher et de mettre en oeuvre les moyens de cet épanouissement sur les plans personnels et interpersonnel, particulièrement en ce qui concerne la sexualité, la vie du couple et la famille".

"... de nouvelles tâches s'imposent au Mouvement... il doit continuer à dispenser informations objectives et conseils, au moment où des moyens puissants sont mis en oeuvre qu'à troublent l'opinion publique".

"Mais la réussite même de ce programme impose d'entreprendre une vaste campagne pour faire connaître les buts éducatifs de notre activité l'extension de nos services de formation de cadres dans la pers perspective de l'Education populaire et permanente".

"... de plus, il doit par tous les moyens-directs et indirects, favoriser l'éducation des parents et des éducateurs afin qu'ils fassent accéder les jeunes au sens de la responsabilité progressivement mais systématiquement dans tous les domaines et non seulement dans le domaine sexuel".

De quels moyens, le M.F.P.F. va-il disposer pour réaliser son programme?

Il risque fort de perdre beaucoup d'adhérents qui ne verront plus l'utilité de payer une cotisation désormais puisque les médecins distribueront directement la pilule.

Les adhérents trouveront sans doute que les conseils familiaux et autres actions de pure éducation coûtent trop cher!

Aussi le mouvement va-t-il plus encore devenir plus restreint, interdit à ceux qui sont les plus démunis.

Pourtant il y a encore énormément à faire sur tout ce qui touche à la sexualité, principalement dans les milieux ouvriers et paysans: ce sujet y est presque toujours tabou.

Le problème est pourtant des plus importants.

Et il est indispensable que les militants des organisations ouvrières ne l'oublient pas.

MISE AU POINT...

Le Comité fédéral de l'U.A.S. réuni à Trélazé le 11 novembre 1968 a examiné la préparation de la réunion des 7-8 décembre à Paris.

A l'origine de cette manifestation, l'U.A.S. se doit de préciser qu'elle ne voulait en aucun cas d'une vaste conférence regroupant des anarchistes intéressés seulement par les problèmes syndicaux.

Au contraire elle souhaitait réunir des militants anarchistes connus, au cours d'une séance privée, afin d'examiner les différentes analyses sur les événements de mai, et une éventuelle mise en commun des moyens d'action.

Que par la suite, l'organisation issue de ce travail s'ouvre au public, l'U.A.S. le souhaitait. Mais au départ un travail d'approche et de mise au point étant nécessaire, le principe d'une conférence publique risque d'empêcher tout échange au fond qui aurait un aspect différent d'une fédération de groupes.

Considérant donc que sa proposition précisée dans la lettre du 28 septembre dernier de l'assemblée générale, n'a pas rencontré l'écho attendu, l'U.A.S. ne participera pas en tant que telle à la réunion de Paris.

L'U.A.S. se réserve de renouveler sa proposition plus clairement dans le futur et participera à toute initiative semblable venant d'un autre groupe anarchiste.

Nous publions ci-dessous une importante résolution, importante par son contenu, par le fait qu'elle a été votée à l'unanimité, bien plus évidemment que par la "force" du syndicat qui l'a votée.

RESOLUTION GENERALE adoptée par le congrès du *Syndicat national de l'Energie Nucléaire Force Ouvrière* qui s'est tenu les 9, 10, 11 novembre 1968.

Les événements du mois de mai ont mis en évidence les faiblesses du syndicalisme réformiste tel qu'il est pratiqué au niveau de toutes les confédérations: uniquement centré sur des réformes parcellaires du système capitaliste sans chercher à s'attaquer aux fondements mêmes de ce système. En se contentant seulement d'atténuer les à-coups de l'exploitation des hommes par d'autres hommes on transforme en fait le syndicat en machine à perpétuer cette exploitation.

A Force Ouvrière en particulier, par crainte justifiée mais irraisonnée des pouvoirs totalitaires, on écarte trop souvent toute recherche de voies nouvelles, toute audace intellectuelle. A partir d'une position juste contre toute enprise partisane, on aboutit à ne pas poser les problèmes fondamentaux de structure des sociétés qui sont des problèmes politiques; et on se refuse ainsi les moyens efficaces de la lutte ouvrière.

Pourtant au mois de mai ceux des travailleurs et étudiants qui revendiquaient la gestion de l'entreprise ou de l'Université menaçaient la forme actuelle de la société, car celle-ci est incompatible avec la gestion de l'économie par les travailleurs.

Nous affirmons que c'est le rôle du syndicalisme de combattre le système actuel pour aboutir à une véritable démocratie.

Nous affirmons notre volonté de voir le syndicat devenir l'organe de gestion de la production, comme le préconise la Charte d'Amiens.

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE
C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENT DE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.
